



2009, ANNEE DU BLUFF, POUR LES BUDGETS HOSPITALIERS ?

Le mercredi 24 décembre 2008, un enfant de trois ans décédait à l'hôpital Saint Vincent de Paul.

Bien évidemment, nous adressons nos plus sincères condoléances à la famille, brisée par ce drame épouvantable.

Nos pensées vont également à notre collègue, cette infirmière qui affronte en ce moment ce que nous n'hésiterons pas à appeler « la double peine » de la justice et de la culpabilité.

Gardée à vue pendant 48 h comme un vulgaire criminel, voilà un bel exemple d'une société qui fait la part belle à la répression plutôt qu'à la santé.

C'est un drame humain, où chacun doit assumer ses responsabilités et avant tout, le gouvernement qui depuis des années enfonce **l'hôpital dans un abîme sans fond**.

Un hôpital :

- où l'on vous demande en premier lieu votre carte vitale, où l'acte de soin est chronométré et le malade inscrit dans une case.

- où certains médecins ne sont pas exempts de tous reproches, pour exemple : ceux qui votent les plans d'économies et ceux qui font des profits sur le dos du malade (secteur privé).

- où les directeurs ne sont plus que des simples comptables, le petit doigt sur la couture du pantalon. **Hier** ardents défenseurs du budget global, **aujourd'hui** de la tarification à l'activité (T2A), **et demain ça sera quoi ?**

Pourtant ce n'est pas faute d'avoir eu à leur disposition des éléments alarmants.

Depuis des années, des enquêtes le démontrent et que disent -elles:

- la crainte des erreurs est préoccupante pour 47% des soignants en réanimation, 41,8% en bloc opératoire et 33,5% dans les autres services ;
- seuls 37,2% des soignants déclarent avoir des horaires réguliers
- 41,9% des soignants se déclarent insatisfaits, à la question de pouvoir donner des soins adéquats et que 9,7% sont très insatisfaits (aux urgences 47,3% d'insatisfaits et 9,7% de très insatisfaits)

Alors bien évidemment, ce ne sont pas ces types de chiffres qui intéressent les dirigeants, ce sont pourtant des indicateurs qui permettraient assurément de travailler sur les causes et non sur les résultats et d'éviter des drames.

Faisant suite à ces drames, M. SARKOSY et Mme BACHELOT doivent en tirer les conséquences et mettre fin immédiatement à leur programme de destruction de l'hôpital public.

Ils doivent injecter des budgets suffisants pour permettre aux hospitaliers de prodiguer des soins de qualité à l'ensemble de la population, de permettre le recrutement de personnels, de médecins, les former, et les payer à la hauteur de leurs responsabilités et de leurs compétences.

Tous ensemble, dans la rue.

le jeudi 29 janvier 2009

Janvier 2009